Gabriel Gagnon

sociologue, département de sociologie, Université de Montréal

(1988)

“Plaidoyer pour la convergence culturelle”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gabriel Gagnon, "Plaidoyer pour la convergence culturelle".

Un article publié dans la revue **Possibles**, vol. 12, no 3, été 1988, pp. 37-44.

M. Gabriel Gagnon, sociologue, est professeur de sociologie au département de sociologie de l'Université de Montréal.

[Autorisation confirmée par l'auteur, le 18 novembre 2004, de diffuser toutes ses publications.]

Courriel : lheureux.gagnon@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 10 décembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Gabriel Gagnon,

“Plaidoyer pour la convergence culturelle”.

Un article publié dans la revue **Possibles**, vol. 12, no 3, été 1988, pp. 37-44.

Gabriel Gagnon,

“Plaidoyer pour la convergence culturelle”.

Un article publié dans la revue **Possibles**, vol. 12, no 3, été 1988, pp. 37-44.

En dépit du dynamisme apparent de ses PME, de ses cinéastes et de ses imitateurs, le Québec profond semble de plus en plus affecté par la « fatigue culturelle » déjà diagnostiquée par Hubert Aquin : cette déprime collective s'exprime de façon particulièrement significative dans un taux de natalité de 1,4 qui, dès l'an 2000, devrait entraîner une diminution globale de notre population.

Dans un monde dominé par la faim et la surpopulation, cette évolution pourrait réjouir un observateur venu de Sirius. Il n'en est pas de même pour ceux qui, comme l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, croient que toutes les cultures, même les plus petites, font la richesse d'un univers tendant naturellement vers l'uniformité.

La société québécoise, au cours de bientôt quatre cents ans d'histoire, s'est donnée, quoi qu'en disent certains intellectuels de la « garde montante », une culture spécifique et originale sans laquelle l'évolution de l'Amérique du Nord eut été fort différente. Après avoir su triompher des nombreuses tentatives d'assimilation venues de l'Angleterre puis de la majorité canadienne, voici que le Québec est maintenant menacé de l'intérieur par le confort de ses élites et l'indifférence d'une bonne partie de sa population. Pourtant, sans tomber dans un messianisme dépassé, on peut penser que, dans un monde écartelé entre le gigantisme des États et le narcissisme des individus, nous élaborons ici des formes de solidarité sociale dont d'autres sociétés pourraient s'inspirer.

Les discours moralisateurs ou patriotiques ont peu d'influence sur les taux de natalité ; les politiques sociales en ont beaucoup plus. Face aux tendances irréversibles à moyen terme que sont l'augmentation des divorces, l'importance croissante des familles monoparentales et le refus du mariage légal pour une proportion importante des jeunes générations, il est illusoire de croire que nous puissions revenir à un taux de natalité de 2,1 nous assurant les avantages d'une société stationnaire où la population se reproduit sans s'accroître. Il demeure cependant possible pour l'État de faire en sorte que mettre un enfant au monde ne soit plus un facteur certain d'appauvrissement et de baisse de la qualité de vie : revenu minimum garanti, politique de plein emploi, transformation des conditions de travail, généralisation des services de garde à l'enfance sont autant de mesures qui pourraient faciliter le sort des femmes et des familles désireuses de procréer.

Quels que soient les résultats d'une politique familiale sur laquelle semblent s'entendre libéraux et péquistes, il nous faudra donc compter davantage sur l'immigration pour combler notre déficit démographique. Ce qui, dans un pays indépendant pourvu d'une population croissante ou stationnaire, constitue une opération simple de planification démographique, devient dans une société dominée a population décroissante comme la nôtre une bombe à retardement susceptible des pires conséquences économiques, sociales et culturelles si Von n'y prête une attention de tous les instants. L'immigration n'est pas en effet une panacée qui viendrait tout d'un coup résoudre les problèmes engendrés par la baisse de la natalité. Trop forte ou mal conçue, elle risque d'engendrer des maux pires que ceux auxquels elle tenterait de répondre.

Depuis la conquête anglaise et surtout depuis le célèbre Rapport Durham qui suivit la rébellion avortée de 1837-38, les politiques canadiennes d'immigration ont toujours eu pour but plus ou moins avoué de réduire la présence francophone à l'intérieur du pays. Le multiculturalisme instauré par Pierre Trudeau et confirmé par l'entente du Lac Meech tend aussi à désamorcer la reconnaissance de la spécificité québécoise et les tentatives de bilinguisme au niveau pancanadien. C'est dans ce contexte piégé qu'il faut analyser la participation du gouvernement québécois aux politiques fédérales d'immigration.

La minorité anglophone occupe ici dans les institutions scolaires, sociales et culturelles une place démesurée que ne justifient ni son histoire ni son importance démographique déclinante. Depuis la défaite du parti québécois, ses représentants autoproclamés, regroupés dans une Alliance-Québec grassement financée par le gouvernement fédéral, s'appuient démagogiquement sur les francophones-hors-Québec et les allophones pour miner ce qui reste de la loi 101 et combattre pied-à-pied toute nouvelle tentative de francisation du Québec. L'hystérie suscitée par l'affichage unilingue français en est le meilleur exemple.

La minorité anglophone parvient aussi à maintenir à l'intérieur d'anachroniques commissions scolaires protestantes protégées par la Constitution une population scolaire francophone bientôt majoritaire mais totalement dominée par des élus presque exclusivement anglophones. Elle attire dans ses universités et ses cégeps fortement soutenus par l'entreprise privée, une bonne partie des allophones sortis de l'école secondaire française. Elle attaque féroce dans sa presse écrite ou parlée, le ministre French devait lui-même l'admettre récemment toute initiative culturelle importante de l'État québécois.

Face à cette situation d'hostilité où la minorité jadis dominante continue à s'appuyer sur tout un continent, les allophones n'ont pas encore tous fait définitivement leur choix. La plupart, par tradition, par intérêt ou par inconscience, refusent encore d'adhérer à un projet mal assuré de société québécoise distincte et autonome. Ils ont plutôt tendance à céder aux mirages du multiculturalisme de pacotille que la majorité canadienne leur propose pour mieux régner et à pousser des hauts cris, au nom des droits individuels, devant toute manifestation normale de l'affirmation collective québécoise. Ils couvrent ainsi la voix de ceux et celles, plus nombreux qu'on ne pense, qui sont venus d'ailleurs participer à la construction et à l'émancipation du Québec moderne.

Pourtant, au sein même de la majorité francophone, on entend de plus en plus la voix de « belles âmes » qui, au nom d'une fraternité mondiale abstraite ou d'une culpabilité mal inspirée, sembleraient presque prêtes à remettre la Place Ville-Marie aux Iroquois et à financer des écoles bouddhiques en Gaspésie. Sans doute, l'accueil des vrais réfugiés politiques doit continuer de nous préoccuper même si ce sont d'abord les politiques inacceptables des pays oppresseurs qu'il nous faut essayer de changer.

Nous ne pourrions recevoir chez nous toutes les victimes de Pinochet ni l'ensemble des affamés d'Éthiopie : faisons au moins en sorte qu'ils soient moins nombreux. De la même façon, dans la situation démographiquement et politiquement précaire où nous nous trouvons, notre intérêt bien compris nous incite à définir en toute rationalité le nombre et le type d'immigrants que nous voulons recevoir chez nous et les conditions que nous leur demanderons d'accepter. Il faut le dire clairement à nos amis allophones : il n'est pas question que le Québec devienne un réseau de ghettos culturels où les francophones de souche et d'adoption ne seraient plus qu'une minorité un peu plus importante que les autres, où on pourrait être aussi Italien qu'à Naples ou aussi Chinois qu'à Hong-Kong.

Le jésuite Julien Harvey, militant reconnu des droits de la personne, en insistant récemment sur la « convergence culturelle » qui, plus qu'un multiculturalisme impossible ou un transculturalisme abstrait, devrait inspirer nos politiques d'immigration, a montré comment certaines vérités simples demeurent difficiles à affirmer publiquement dans un contexte chargé de passions et d'intérêts incompatibles. Pour mettre fin aux attaques et aux rumeurs qui ont suivi son intervention, il précise ses idées dans une entrevue publiée dans le numéro de février de l'excellente petite Revue *Notre-Dame* distribuée dans la plupart des caisses populaires. On ne peut qu'être d'accord avec lui pour reconnaître que, tout en acceptant d'être enrichie par d'autres cultures, la culture québécoise francophone doit toujours demeurer leur unique foyer de convergence. Cependant, on peut difficilement accepter, comme le suggère le père Harvey d'évaluer collectivement les cultures étrangères comme plus ou moins compatibles avec la culture québécoise. Il y a longtemps que les ethnologues ont renoncé à caractériser les sociétés par un ensemble de traits culturels communs partagés de façon homogène par tous leurs habitants : les Iraniens ne sont pas tous des ayatollahs, les Taiwanais tous de petits capitalistes. Par ailleurs, mesurer la capacité d'intégration des différents groupes ethniques par leurs taux de chômage une fois établis au Québec n'est pas non plus un critère satisfaisant. Même si les Chiliens chôment plus que les émigrants investisseurs venus de Singapour, l'expérience quotidienne nous démontre quotidiennement leur participation importante à la société et à la culture québécoise.

C'est donc au niveau des individus plutôt que des peuples qu'il faut tenter d'évaluer les possibilités de convergence culturelle. Même si il est bien difficile d'apprécier en entrevue les valeurs ou l'adaptabilité potentielle d'un candidat à l'immigration, c'est une approche personnalisée plus que l'application de quotas par pays qui devrait inspirer nos politiques.

Idéalement, une priorité absolue devrait être accordée aux immigrants d'origine francophone ou parlant couramment le français. [!l'importance décroissante de la francophonie mondiale rend cependant ce souhait impossible à réaliser : déjà, la majorité des 20 000 immigrants que nous accueillons chaque année ne connaissent pas notre langue à leur arrivée. Les dernières statistiques de recensement de 1986 indiquent cependant une tendance nouvelle qui pourrait s'amplifier : alors que la minorité anglophone, malgré son statut privilégié, continue à quitter lentement le Québec, de plus en plus de francophones-hors-Québec viennent s'établir ici. Malgré toute la propagande fédérale autour du bilinguisme pancanadien, il suffit de visiter un peu le pays pour savoir qu'en dehors des zones limitrophes de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, il sera de plus en plus difficile de vivre pleinement en français ailleurs qu'au Québec. Au lieu de troquer notre unilinguisme contre les droits évanescents de nos compatriotes francophones de Vancouver, d'Halifax ou de Toronto, ne devrions-nous pas plutôt tenter de les attirer ici avant que le déclin démographique ait fait son oeuvre.

Quoi qu'il arrive, il nous faudra donc continuer à accueillir ici de nombreux immigrants ignorant tout de notre langue et de notre culture. Il est essentiel pour eux et pour nous que, dès leur arrivée, ils apprécient clairement nos exigences et notre sollicitude. Ils devront tous, à l'exception peut-être des « mamas » grecques ou italiennes venues rejoindre leurs enfants, être intégrés dans des institutions

d'accueil qui les familiariseront dès leur première année de séjour avec la langue et la culture de la majorité. Pour éviter qu'ils traînent avec eux l'image de « voleurs de jobs » qu'on leur rattache trop souvent dans les milieux populaires, leur intégration culturelle devra être obligatoirement assortie d'un travail régulier normalement rémunéré, garanti par une politique de plein emploi dont nous sommes encore malheureusement bien loin. Une coercition linguistique indispensable serait ainsi compensée par une insertion économique nécessaire à la paix sociale. Accroître l'immi-

gration dans un contexte de laisser-faire économique et linguistique ce serait en effet bâtir un Québec invivable et ingouvernable.

Nos compatriotes allophones, et même certains immigrants français ou belges, ont souvent l'habitude de considérer rapidement comme racistes ou xénophobes certains comportements issus de notre spécificité culturelle ou d'une résistance légitime aux agressions de la minorité anglophone bien nantie. Plusieurs d'entre eux ont facilement adhéré à l'ethnocentrisme de ceux que René Lévesque nommait « Les Rhodésiens de Westmount » : ils les ont rejoints dans leurs institutions sociales, scolaires et culturelles, plus propices à une intégration sans heurts au grand tout nord-américain. Notre méfiance actuelle découle bien souvent de ce rejet historique. Il n'en reste pas moins que, depuis la révolution tranquille, nous avons accueilli sans difficulté l'apport étranger qui a enrichi nos syndicats, nos collèges, nos universités, nos hôpitaux, notre cuisine, notre littérature et notre cinéma.

Nos institutions continueront à s'ouvrir vers l'extérieur si elles peuvent compter comme définitivement acquises la francisation des milieux de travail et de l'environnement urbain. On ne saurait trop insister non plus, malgré les tergiversations de Claude Ryan, sur la nécessité absolue de regrouper dans les plus brefs délais dans des commissions scolaires francophones non-confessionnelles l'ensemble des élèves des écoles primaires et secondaires francophones actuellement dispersés dans des structures confessionnelles inadaptées. C'est dans des écoles communes qu'immigrants et québécois francophones devraient tisser dès aujourd'hui les convergences de demain.

La perspective que j'adopte ici pourra sembler trop optimiste dans son volontarisme à plusieurs observateurs de la réalité montréalaise de 1988. Elle implique en effet que les Québécois francophones se ressaisissent face à une mode qui dévalorise leur histoire récente et leur culture et acceptent de voir que, sans projets politiques collectifs, nos plus belles réussites individuelles s'estomperont bientôt dans la grisaille continentale. Avant de céder aux mirages d'un multiculturalisme sans rivages, il nous faudrait peut-être posséder pleinement notre territoire et notre culture.